

Investiture du président de la transition : Une nouvelle ère pour notre pays ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 28 SEPTEMBRE 2020

696

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Discours d'investiture de Bah N'Daw **La profession de foi**



Intérim du président de la Transition : Le NON de la CEDEAO à Assimi Goita



Election du Président du Conseil National du Patronat du Mali : Mamadou Sinsy Coulibaly mord la poussière !



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Discours d'investiture de Bah N'Daw : La profession de foi	P.4
Brèves	Des propos controversés de Mahamat Assaleh Annadif au cœur d'une polémique : "Depuis les années 60, les frères dans le nord ne se sentent pas assez intégrés comme des Maliens à 100%"	P.12
	Le président et le vice-président : L'investiture d'autorités de facto ?	P.12
	Embargo : Les douanes enregistrent une perte de plus de 6 milliards de FCFA	P.13
	Promotion des membres du CNSP au grade de généraux : Bah N'Daou face à une première équation ?	P.13
	Opérations de barkhane : Le gtd bercheny met la pression sur les groupes armés terroristes	P.14
	Enseignement supérieur : Une grève en perspective	P.14
	Transition au Mali : Le poste très convoité de premier ministre de la transition	P.15
Actualité	Environnement : Eau et assainissement au centre des échanges	P.17
	Mali : Plusieurs centaines de personnes marchent contre les violences faites aux femmes	P.18
	Logements sociaux de N'Tabacoro et Kati : La SOMAGEP-SA incapable d'offrir de l'eau potable	P.19
Politique	Intérim du président de la Transition : Le NON de la CEDEAO à Assimi Goita	P.20
	Election du Président du Conseil National du Patronat du Mali : Mamadou Sinsy Coulibaly mord la poussière !	P.21
	Mali : Bah N'Daw n'est pas le président par intérim	P.23
	Le chérif de Nioro : Un religieux dans l'ombre de la politique malienne	P.24
	Investiture du président de la transition : Une nouvelle ère pour notre pays ?	P.25
Culture & société	Confidence : « Je vois mon fiancé comme un voleur, que faire ? »	P.28
International	Présidentielle 2020 : Dalein reçoit le soutien d'une centaine de partis et mouvements politiques	P.29
	Côte d'Ivoire : Faible affluence pour la première mobilisation du front de l'opposition	P.30
Sport	Football : Deux matchs amicaux contre le Ghana et l'Iran pour les Aigles	P.31
	Sadio Mané : " Thiago Alcantara, Diogo Jota et Tsimikas : « Nous mèneront à un autre niveau »	P.31

L'ancien ministre des Affaires Étrangères du président Amadou Toumani Touré, SE Moctar OUANE est nommé Premier Ministre de la transition. Votre quotidien digital Malikilé reviendra en détail sur cette nomination dans le prochain numéro .



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Discours d'investiture de Bah N'Daw : La profession de foi

Le vendredi, 25 septembre 2020, ont eu lieu les cérémonies d'investiture du Président de la Transition malienne, Bah N'Daw, et celle de son vice-Président le Colonel Assimi Goïta, au Centre international de conférences de Bamako (CICB). L'évènement a connu la présence de plusieurs personnalités maliennes et étrangères dont le Président de la Guinée Bissau, Umaru Sissoco Embaló. Étaient également présents Dioncounda Traoré, Président de la Transition de 2012 à 2013, les anciens Premiers ministres du Mali et des représentants de la Société civile malienne, ainsi que plusieurs ambassadeurs accrédités au Mali. C'était une cérémonie des grands jours présidée par le Président de la Cour suprême du Mali devant un millier d'invités venus apporter leur soutien à une Transition que tous souhaitent déboucher enfin sur une ère nouvelle qui conduise le Mali sur le chemin de la réconciliation des cœurs et des esprits et de la paix. En tout cas le discours du Président de la Transition a marqué les esprits car il était dépouillé de tout artifice, un

discours de foi en le Mali qui fait rêver de nouveau tous ceux qui croient en ce pays. Dans ses propos introductifs, le Président de la Transition Bah N'Daw a tenu à saluer le Président Umaru Sissoco Embaló de la Guinée Bissau, seul Chef d'Etat de la CEDEAO à avoir fait le déplacement pour être témoin de ce

moment de grande portée nationale pour le Mali. Cette présence, malgré l'embargo décrété par l'organisation sous régionale, est la suite logique de la marque de sympathie de Umaru Sissoco Embaló pour le Mali laquelle s'est manifestée dans toutes les réunions des Chefs d'État de la CEDEAO sur le Mali. « Que l'on me permette également de souhaiter la bienvenue au Président de la Guinée-Bissau, Umaru Sissoco Embaló, en terre africaine du Mali ! Président Embaló, vous êtes chez vous, chez vos frères et chez vos sœurs. Acceptez l'assurance de notre profonde sympathie et de toute notre gratitude pour votre





présence, ô combien significative parmi nous, en ce moment et en ce lieu ! », a déclaré Bah N'Daw.

Le Président de la troisième transition malienne depuis mars 1991 est apparu comme un homme de grande modestie, une modestie qui cache mal cependant une détermination à servir de façon religieuse le Mali. « Il me plaît, solennellement, de dire à haute et intelligible voix, que je serai toujours disponible pour servir le Mali. Servir le Mali est un privilège et cela doit être un honneur pour chacune de nous, pour chacun de nous. Malgré les poids des ans, malgré le confort de la retraite, je ne pouvais me soustraire à l'appel du devoir. Je ne pouvais hésiter un seul instant à sortir de

mon champ pour venir, moi aussi comme beaucoup d'autres avant moi, à la rescousse de ce pays. Le Mali m'a tout donné. Je suis heureux d'être son esclave soumis, prêt à tout pour qu'il renoue avec la pleine légalité constitutionnelle, avec des autorités élues, des représentants légitimes », a déclaré Bah N'Daw. L'homme est peu ou pas connu des Maliens mais jouit de la réputation d'homme de parole, d'une grande probité morale. Cela, ses compatriotes en seront convaincus au fil d'un discours dépourvu de tous les artifices dont sont habituellement friands les hommes politiques. C'est donc devant un parterre tout oreille que Bah N'Daw assène cette cruelle vérité : « Car la maison commune est ébranlée, affaiblie,

humiliée. Elle tremble dans ses fondements depuis au moins une décennie. Oui, il ne faut pas avoir peur des mots : le Mali est ébranlé, piétiné, humilié. Ebranlé, Affaibli, humilié par ses propres enfants, par nous-mêmes, par personne d'autre que nous-mêmes. Et nous ne pouvons continuer, de manière incantatoire, à garder la tête dans le sable et à répéter sans chercher à empêcher le naufrage, à nous convaincre que le navire pourrait tanguer mais qu'il ne chavirerait jamais. Il peut chavirer et il chavirera si nous continuons à le faire tanguer ». La longue ovation qui a suivi cette déclaration en dit long sur la vérité de ces propos. Dès cet instant précis, le public du CICB a été conquis par l'homme. Pensant sans doute à cet adage séculaire qui dit : « le Mali peut tanguer mais le Mali ne chavirera jamais », le Président de la Transition balise la voie à suivre.

Certes le choix s'est porté sur sa personne pour conduire le pays pour les 18 prochains mois mais il ne veut surtout pas être considéré comme l'homme providentiel même s'il a la pleine conscience de sa mission et de ses responsabilités. C'est ensemble que les Maliens feront de la Transition malienne une transition « stable, apaisée et réussie ». Bah N'Daw est sans équivoque là-dessus qui affirme : « Alors, si nous voulons survivre en tant qu'Etat, en tant que nation, nous devons, sans perdre plus de temps, nous remobiliser. Il faut qu'au cours de cette transition, nous nous donnions





la main, que nous réfléchissions profondément ensemble pour reconstruire notre démocratie, laquelle avait été jadis, une vitrine admirée. Nous devons tirer toutes les leçons de notre vécu immédiat, de notre histoire récente. Nous devons pouvoir identifier quelles ont été et quelles sont encore les forces et les faiblesses de notre parcours, quelles sont les opportunités que nous devons tirer de la transition en cours et quelles sont les menaces qu'il nous incombe d'enrayer ».

Bah N'Daw évoque ensuite ce que sera sa mission au terme de la Transition : « Ma plus grande satisfaction résidera dans la passation de témoin au futur président de la République élu, élu proprement et élu indiscutablement ». Le Président de la Transition ne peut oublier que ce sont des choix discutables qui ont conduit le Mali là où il est actuellement à commencer par la mauvaise organisation des élections. C'est pourquoi, estime-t-il, « il nous faudra sans délai mener une réflexion profonde sur les tares de nos processus électoraux et ce, à l'effet de nous doter de bons textes, de bonnes pratiques, de solides contre-pouvoirs, car ce sont ceux-là, la force de toute démocratie ». Alors la voix du militaire prend le dessus en une sorte de serment : « Au nom du peuple malien qui ne saurait être privé de ses choix, au nom de la vérité des urnes qui doit être la seule norme en démocratie, je combattrai sans concession les scrutins aux coûts astronomiques, la fraude électorale, l'achat de voix, l'incursion de l'administration dans le processus électoral, la perversion des résultats pour les Cours d'arbitrage ».

Les Maliens attendaient particulièrement le Président de la Transition sur deux points es-

sentuels du moment : la sécurité et la lutte contre le terrorisme, et la corruption qui mine tous les secteurs du pays. Et ils ne seront pas déçus. En effet, Bah N'Daw croit que « Les demi victoires ne suffisent plus pour les (terroristes) vaincre. Nous devons gagner totalement et durablement. Pour cela, il faut certes une gestion politique là où celle-ci est nécessaire mais il est important de se doter de moyens les plus dissuasifs possible à travers une armée aguerrie, matériellement soutenue et moralement prête ». Cependant cela se fera avec une armée légaliste et respectueuse des droits humains. C'est pourquoi Bah N'Daw dira que « L'armée, il est vrai, ne doit combattre que l'ennemi. Elle ne saurait être coupable d'exactions contre les populations civiles. Cela ne peut pas être accepté et ne sera pas accepté » comme ne sera plus acceptée la corruption au sein de l'Armée. « Chaque centime investi pour la défense et la sécurité de ce pays surveillé et évalué, tant que je présiderai aux destinées de la Transition. J'en prends ici le serment », déclare le Président de la Transition.

S'agissant de la corruption généralisée que connaît le Mali, Bah N'Daw est formel : « La bonne gestion de nos ressources, de nos maigres ressources est, en effet, une obligation... Générer des ressources optimales au niveau national n'est pas un luxe. C'est une exigence et celle-ci passe par l'utilisation judicieuse de nos maigres deniers. Je ne peux pas promettre zéro corruption mais je ferai tout pour que l'impunité zéro soit la norme. L'argent public est sacré et je ferai en sorte qu'il soit dépensé, de manière traçable et raisonnable. Avec tous les sacrifices que cela comporte, en termes de

mesures systémiques et de répression des crimes et délits économiques ». Comme pour joindre la parole à l'acte, Bah N'Daw déclare que « Tous les dossiers d'enquêtes réalisées par nos structures de vérifications seront transférés au juge, au besoin. Il m'appartiendra de garantir à la justice les moyens de diligenter leur traitement ». Le standing ovation qui a suivi cette annonce montre combien les Maliens attendaient le Président de la Transition sur la question de la corruption. Il n'y a pas de doute, les voleurs de la République ont du souci à se faire car les jours à venir leur couperont le sommeil.

La Paix et la cohésion sociale sont indispensables à la refondation du Mali nouveau. Bah N'Daw le sait pertinemment qui déclare que « La transition qui s'ouvre ne remettra en cause aucun engagement international du Mali ni les accords signés par le gouvernement. L'Accord pour la Paix et la Réconciliation sera appliqué et ne sera révisé que d'accord partie.

Il en va de l'honneur de la République. Et il est important de redire aujourd'hui en ce lieu et en ce moment, que le Mali c'est le Nord, c'est le Centre, c'est le Sud, c'est l'Ouest, c'est l'Est, c'est l'ensemble de ses régions, l'ensemble de ses terroirs, l'ensemble de ses cultures, sa diversité, toute sa diversité, son admirable diversité. Nous devons préserver notre pays à tous. Et c'est à chacun de nous de jouer sa partition ». L'intégrité du territoire national n'est donc pas négociable et ne sera pas remise en cause.

Certes on a noté l'absence des Présidents Amadou Toumani Touré (ATT) et Alpha Oumar Konaté pour des raisons que l'on peut imaginer. Cependant cela n'a enlevé en rien à ce moment de grande solennité que fut la prestation de serment de Bah N'Daw, prestation qui ouvre la voie à une nouvelle ère de la vie de la Nation malienne. Il appartient à toutes les Maliennes, à tous les Maliens de s'engager avec la Transition qui vient de s'ouvrir pour qu'ensemble nous jetions les bases d'un Mali démocratique, qui ne connaîtra plus jamais l'irruption du militaire dans la politique. Cela passera par une Transition réussie. La personnalité de Bah N'Daw pourrait nous y conduire. Nous en serons plus sûrs avec la nomination du Premier ministre de la Transition qui, nous l'espérons, sera à l'image du Président.

■ Diala Thiény Konaté

RFI Afrique

Au Mali, le président de la transition Bah N'Daw a signé un décret nommant le Premier ministre. C'est l'ancien ministre des Affaires étrangères Moctar Ouane qui est nommé au poste de chef de gouvernement.



YERI Bocoum

#YBC/YB

POURQUOI CHOQUEL MAIGA A REFUSÉ DE BRIGUER LA PRIMATURE



Président du MPR, l'ancien ministre Choguel Maiga dirige depuis plusieurs mois le M5-RFP, ce regroupement politique qui a provoqué la chute du président IBK.

Vendredi soir, il a présidé une réunion du comité stratégique du M5-RFP. Au menu des discussions : la demande adressée au M5-RFP par la junte militaire (CNSP) pour que le regroupement lui envoie les CV de ses cadres qui souhaitent briguer le poste de Premier ministre de la Transition.

Prenant la parole, Choguel préconise que le M5-RFP n'envoie aucun CV au CNSP. Il motive son avis par la crainte de voir le futur Premier ministre jouer un rôle de marionnette de la junte. "Depuis le coup d'État du 18 août, explique-t-il, le CNSP n'accorde aucune importance au M5 qui, pourtant, devrait être son partenaire naturel. La charte de la transition dont se prévaut le CNSP n'a jamais été approuvée par le M5. En outre, le CNSP n'a jamais voulu adopter avec le M5 la moindre feuille de route commune. Le M5 n'a même pas été invité à l'investiture du Président et du vice-président de la transition. C'est dire que le futur Premier ministre, s'il est issu du M5-RFP, sera appelé à exécuter sans murmure ce que lui dictera le CNSP. Moi, je me suis battu contre le régime IBK pour obtenir le changement. Pas pour jouer les pantins. D'ailleurs, je ne comprends pas pourquoi il faudrait adresser nos CV à la junte après qu'un président de transition a déjà été investi!"

Les propos de Choguel créent dans l'assistance un silence gêné. Puis la discussion s'engage. Une large majorité de participants finit par se dégager en faveur de l'envoi des CV au CNSP. Réplique de Choguel : "Je demande que devant l'histoire, on me donne acte de ce que j'ai

été mis en minorité. Mais je refuse, moi, d'envoyer mon CV".

La majorité des participants à la réunion décide enfin d'autoriser tout cadre intéressé à envoyer son CV aux militaires. Choguel maintient sa position.

Source : Procès-Verbal. Je valide



Figaro du Mali

Le décret du nouveau PM de la transition du Mali



Jeune Afrique

La Cour africaine de justice désavoue la Côte d'Ivoire, lui ordonnant de réintégrer l'ex-président sur la liste électorale pour la présidentielle du 31 octobre.



AfrikMag

Alors qu'il adressait un message d'au revoir à son ami et désormais ex-coéquipier Luis Suarez ce vendredi 25 septembre via son compte Instagram, Lionel Messi a profité de cette occasion pour tacler la direction du FC Barcelone.



Primature du Mali

NOMINATION | PRIMATURE | M. Moctar Ouane est nommé Premier ministre par décret N° 2020-0068/PT du 27 septembre 2020.

Titulaire d'une Licence de Droit public, suivie d'une Maîtrise en Relations internationales & Administration publique obtenues à l'Université de Dakar en 1982, M. Moctar Ouane poursuit ses études 10 ans plus tard à l'École Nationale d'Administration (ENA) de Paris.

De 1995 à 2002, il est nommé Ambassadeur et Représentant permanent de la Mission permanente du Mali auprès des Nations Unies - New York.

En 2004, il est appelé à assumer les fonctions de Ministre des Affaires Étrangères durant 7 années entre deux mandats du président ATT. Précédemment conseiller diplomatique de de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (#UEMOA) de 2014 à 2016, à ce jour, à 64



ans, M. Moctar Ouane, est depuis délégué général à la Paix et à la sécurité auprès de l'UEMOA.

Le nouveau Premier ministre est un technocrate hors pair de la diplomatie et des relations internationales notamment pour les questions paix et de sécurité.

CCRP Primature



Lapaire Mali

Vision floue, migraines, yeux rouges au soleil ou devant un écran, larmes..

Sont les principaux symptômes d'un problème de vue à traiter

N'attendez pas pour traiter un problème de vue car cela peut s'aggraver. Lapaire vous aide à y voir plus clair

Faites le test pour savoir quelles sont les solutions pour y mettre fin et comment nous pouvons vous aider.



Ibou SY

Le Mali est ébranlé piétiné humilié affaibli par ses propres enfants. Par personne d'autre que nous mêmes.

NDAW



Hamza B Sow

Ce poste de vice-président imaginaire et inutile est en réalité juste le rôle du chef d'état-major renforcé un peu plus.

La charte dit qu'il ne va s'occuper que des questions de défenses et ne pourra en aucun cas remplacer le président en cas d'indisponibilité ou de vacances.

Alors quelle loi ou quel décret va définir le rôle de ce vice-président? Quelle loi ou quel décret va définir le budget de fonctionnement de ce vice-président ?

Les maliens réclament la dissolution de certaines institutions afin d'économiser et de réduire les dépenses étatiques alors pourquoi créer de nouveaux fonds pour ce vice-président ?

Le ministre de La Défense, le chef d'état-major général de l'armée ne sont-ils pas suffisants pour encadrer et traiter les litiges militaires?

Peut-être que c'est mon jeune âge qui me fait dire tout ça mais en tout cas je ne vois pas d'utilité à cette vice-présidence
Cordialement Hamza b Sow.



Alassane Diop

Parution demain 28/09/20 « Les Échos »
Adam Ba KONARE, l'égérie des lettres du Mali s'adresse au CNSP à la transition et au peuple tout entier du Mali.

L'évangile au sens étymologique du terme : la bonne nouvelle !!!!
Mais comment trouver les mots pour présenter une dame qui ne se présente plus et surtout décrire par des mots venant de moi un texte de celle qui en est le maître !

Comme la proclamation du Commandant anti-esclavagiste Delgresse adressée le 10 mai 1802 à l'UNIVERS ENTIER, c'est à dire au delà même des limites de la terre, Adam Ba KONARE parle aux cœurs des peuples du manden et de tous les peuples d'Afrique épris de vertu et d'exemplarité.

Le temps de la vertu ! Quoi de plus et quoi de moins !

Il y a lieu d'alerter !

Il y a lieu de s'inquiéter !

Il nous faut absolument réussir cette fois.

A chaque lecture, une myriade de locutions , une explosion d'expres-



sions, des frissons d'admiration devant une lucidité hors de commun.

Il faut faire de cette « lettre ouverte » un tract à placarder partout sur le territoire malien comme le manifeste pour la démocratie d'un certain Ibrahima LY en 1978.

A chacun son exemplaire du journal Les Échos du 28/09/2020

A bon entendeur, s'aligne !

Me Alassane DIOP

M. Nouhoum Togo - Officiel

Respect à Dr Choguel K Maiga



Abdoul Momini Bokoum

Réseau Malien des Journalistes d'Investigation - RMJI

Le réseau malien des journalistes d'investigations a été très heureux et fier d'accompagner un de ses membres qui a été sélectionné par RFI pour s'occuper de la rubrique Web de Rfi Mandekan ou Bamankan. Il s'agit de Seydou Sylla, brillant et travailleur, il s'est envolé à Dakar pour relever ce nouveau défi. Bonne chance cher confrère.



Prince Yeo

Pourquoi personne ne parle de tes bien fait pour Mamasita pendant 7ans ?

Pourquoi personne ne se demande comment la fille mangeait , s'habillait , dormait pendant 7ans ?

Pourquoi quand tu fais 1M de bien à l'Africain le jour où tu fais un petit mal tout se transforme en mal contre toi ?

Pourquoi après l'amitié , l'amour en Afrique ton prochain est traité de méchant , monstre , arrogant , pute , délinquant alors que tu as fais plusieurs années avec cette même personne

Sidiki tu étais entre la main de l'amour de la fille et maintenant tu es entre la haine , nous allons te soutenir jusqu'au bout , nous n'allons jamais imaginer que tu es fait tout ça , ou que tu sois dis-toi que tout le monde n'est pas contre toi DMUSIC





Hamza b Sow @HamzabSow1 · 16 s
 Ceux qui ont lutté pour faire partir Moussa en 91, n'ont rien eu durant la transition et même après. Ceux (M5 RFP) qui ont manifesté contre IBK n'ont eu ni la présidence de la transition ni la primature. On dirait que les révolutionnaires sont condamnés au Mali 🤔

Moussa Diassana

Bah Daw vient de prêter serment au CICB. Ce que j'ai aimé dans son discours est sa détermination à lutter contre l'impunité sous toutes ces formes



Touré Abdoul Karim



Ces dernières années ont été une série de révélations et de découvertes des mines d'or dans plusieurs localités des régions du Nord. C'est comme si l'or était descendu du ciel ou qu'il a toujours existé sans que personne ne le voit.

Et pourtant ces mines qui sont découvertes sans même des grosses machines et presque à même le sol ne sont pas un miracle ou de la magie.

Si les découvertes se succèdent, parfois même à des distances éloignées, cela veut dire, qu'elles ont toujours été. C'est comme si le secret a toujours demeuré pour qu'elles ne soient pas découvertes. Ce n'est pas seulement l'État malien qui a été chassé de ces zones, même les populations, ont été chassées sur des grandes étendues qui ont été transformées en zone rouge pour tout le monde.

Si à quelques kilomètres des villes comme Gao, Kidal et toutes ces autres localités, des découvertes se font instantanément ou à des courtes périodes d'intervalles, cela explique que ce qui se trouve à l'intérieur de la zone marquée potentiellement dangereuse constitue le centre de la ruche où se trouve plus de miel.

Un autre indice qui doit soulever des questions, est la présence de plusieurs forces armées occidentales dans le seul Mali et en même temps. Une coalition de militaires jamais organisée dans un seul pays africain, comme si le démon de l'enfer a fait son apparition au Mali pour exiger une présence aussi forte de militaires étrangers.

La France est le chef de l'expédition, mais elle est accompagnée par plusieurs autres pays qui passent presque inaperçus.

L'Algérie avait banalisé les décisions de la CEDEAO, en affirmant que plus de 90% de la stabilité du Mali, sont basés sur l'accord d'Alger. C'est un message pour dire que le conflit malien et sa sortie de crise sont aussi algériennes.

Cette Algérie est presque présente au-delà de ses frontières avec le Mali. Si son ambassade se trouve à Bamako, elle est encore plus présente à Gao.

Tous ces pays occidentaux portent subitement un grand intérêt pour le Mali. La CEDEAO et les pays du G5 sahel portent également un grand intérêt pour le Mali.

Nous nous sommes retrouvés encerclés, notre pays occupé, une forte présence de cellules de mercenaires sous le pseudonyme de terroristes, un État central secoué pour maintenir les regards sur les paradoxes de gouvernance qu'il révèle, notre armée repliée sur elle-même, un accord imposé avec des groupes qui détiennent des armes braquées sur le Mali et au Mali, les robinets économiques effondrés dans une situation d'impasse totale. Nous nous sommes retrouvés isolés et marqués sans qu'on ne sache pourquoi.

Chacun parle de l'indivisibilité du Mali, mais personne n'est présente sur le côté du Mali qui fait l'objet de tensions.

Même par magie, nous ne parviendrons pas à faire quitter ces pays qui occupent cette grande partie du Mali sans les maliens. Notre seul appareil de défense qui est notre armée, est dans une situation terriblement inquiétante et fait face à la plus grande menace de son

histoire.

Avec toutes ces révélations des richesses du sous-sol malien, le Mali n'a jamais été aussi affaibli à tous les niveaux. Cela n'est pas un fait du hasard, parce que plus la nation est affaiblie, plus elle devient une proie facile, avec laquelle il est plus facile de verrouiller le système à travers des trafics d'influence et des achats de conscience de toute sa sphère décisionnelle.

Nous voilà avec le second paradoxe de ces nouveaux maliens qui sont devenus considérablement riches au même moment que le Mali s'effondre.

Tout tourne autour de l'accord d'Alger, même si les discours actuels parlent plus de lutte contre le terrorisme.

Si l'accord est validé, ceux qui manifestent aujourd'hui pour le départ des forces étrangères, n'auront plus le droit de le faire, parce que chaque région sera libre d'accueillir qui elle veut sans que les autres ne puissent la contester.

Nous sommes en retard par rapport à ce qui nous arrive. La volonté de dissoudre le seul mouvement du M5RFP, avant les nouvelles tentatives de l'accord, ressort de ce cadre.

En 2017, c'était ANTÉ ABANA, aujourd'hui la majorité écrasante de ANTÉ ABANA, n'existe plus. Le seul mouvement actuellement qui peut compter en son sein toutes les représentations du peuple malien, est le M5RFP. Mais comme toujours, nous sommes utilisés les uns pour abattre les autres, de manière à ce qu'aucune branche de contestation ne puisse avoir une aussi forte puissance de mobilisation.

Toure Abdoul Karim



Kassim Traoré

#DIANY #COM: Bonne chance au nouveau PM
Après la campagne pour devenir premier minis-



tre sans l'obtenir, maintenant bienvenue à la campagne pour devenir ministre

Allié ton CV est prêt wâ ? On a besoin d'un forgeron à côté du PM

Samba Gassama General



Présentation du gouvernement mardi inshallah et vous pensez qu'ils vont consulter des CV ? Respectez vous saaaa, ils ont déjà la liste de leur gouvernement. Si vous êtes gentils et généreux je vais vous glissé les noms un par un.

Aliou Boubacar Diallo



Sobriété, neutralité et compétences caractérisent Moctar Ouane, le nouveau Premier Ministre de la Transition nommé ce jour. C'est un signal positif et encourageant. Je lui souhaite pleins succès dans sa haute mission! Qu'Allah bénisse le #Mali et son Peuple !



Cellou Dalein Diallo



Félicitations à Souleymane Bah heureux récipiendaire du prix théâtre 2020 de RFI. Enfant prodige de #Guinée & mon conseiller en communication, le régime liberticide d'Alpha Condé l'a condamné à l'exil pour avoir dénoncé ses crimes par la plus redoutable des armes: les mots.

WESTERN UNION

WU

MONEY TRANSFER

Des propos controversés de Mahamat Assaleh Annadif au cœur d'une polémique : « Depuis les années 60, les frères dans le nord ne se sentent pas assez intégrés comme des Maliens à 100% »



Depuis son arrivée dans notre pays comme représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, chef de la mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (Minusma) à nos jours, Mahamat Assaleh Annadif, a toujours été apprécié par les Maliens, malgré les difficultés de ses tâches. Cela est dû non seulement à la sagesse de l'homme, mais aussi à sa neutralité, à son impartialité. M Annadif commence-t-il maintenant à changer de fusil d'épaule ? Tend-il à perdre désormais cet équilibre ? « Depuis les années 60, les frères dans le nord ne se sentent pas assez intégrés comme des Maliens à 100% », tels sont les propos du chef de la Minusma dans une interview qu'il a donnée à une chaîne arabe du nom de "La arabiya", ces propos ont fait l'objet de différentes interprétations. D'une part certains partisans de la Minusma et de l'homme pensent que ces propos ont été sortis de leur contexte, étant une interview qu'il a donnée en arabe, la traduction serait faussée, même si elle est proche des paroles qu'il a dites.

A la réaction, nous avons décidé de soumettre à un interprète arabe. Celui-ci nous a tout d'abord fait remarquer que MAnnadif, a du mal à s'exprimer en arabe. Le message qu'il voulait surtout faire passer était le ressenti de nos frères du nord, qui, depuis les années 60, ont le sentiment de ne pas être assez intégrés. Cependant, beaucoup ont fustigé les propos du premier responsable de la mission onusienne au Mali. Selon eux, quel que soit le contexte, un tel discours ne doit être tenu au moment même où l'existence de notre pays est en jeu. En plus de la crise sécuritaire, le Mali est aujourd'hui confronté à des crises socio-politiques et économiques. Du coup, les Maliens ont maintenant plus que besoin des paroles qui rassemblent si l'amitié est fondée sur un socle de roche. Ces genre de propos est contraire à la mission de stabilisation. Pour cette raison il doit admettre qu'il a commis une faute. Les Maliens analysent les faits entre les lignes. Mais lorsqu'on reconnaît son erreur, on est vite pardonné surtout quand il s'agit d'une première erreur.

Source: Le Soir de Bamako

Le président et le vice-président : L'investiture d'autorités de facto ?



La cérémonie d'investiture du Président de la Transition et de son Vice-président va se dérouler alors que le texte juridique censé en planter le décor juridique est inexistant! La Charte de Transition dont le Président et le Vice-président tiennent leurs parcelles de pouvoir et d'autorité ne semble pas avoir été formellement adoptée. La Charte ne semble pas "entrée en vigueur dès son adoption par les forces vives de la nation". Par ailleurs, la Charte officiellement adoptée le 12 septembre 2020, a subi depuis cette date, des tripatouillages qui se moquent de tout parallélisme des formes en matière juridique, certains s'étant octroyé le droit de modifier unilatéralement ce qui a été décidé par les forces vives de la nation lors des Concertations nationales.

Enfin, last but not least, la Charte qui va servir de trame juridique à la prestation de serment d'aujourd'hui, a-t-elle été publiée au Journal Officiel? Un texte fondamental de cette nature à prétention constitutionnelle de surcroît, qui n'est pas publié au Journal Officiel, peut-il prétendre à une quelconque appartenance à l'ordonnement juridique du Mali? Autant dire que le rendez-vous de cette Transition avec la légalité républicaine paraît pour le moins abracadabrantesque.

La Transition semble préférer les pistes sinueuses du bricolage juridique. Une Transition vers l'Etat de non droit?

Dr Brahima FOMBA

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Embargo : Les douanes enregistrent une perte de plus de 6 milliards de FCFA



Depuis la démission du président IBK, le 18 août 2020, suite au coup d'état militaire, mené par le Comité national pour le salut du peuple (CNSP), soit bientôt un mois, le Mali vit sous embargo de la CEDEAO. Les conséquences de cette sanction se font de plus en plus sentir sur l'économie nationale, notamment dans les caisses du pays.

En effet, à la Direction générale des Douanes tout comme celle des Impôts, deux secteurs pourvoyeurs de ressources de l'État tirent sur la sonnette d'alarme, avec des pertes qui se chiffrent à plus de 6 milliards de FCFA.

Selon Abdoulaye Touré, chef Division gestion Grandes entreprises à la Direction générale des Impôts, les grandes entreprises maliennes sont durement affectées par cette mesure de la CEDEAO, dans la mesure où elles dépendent essentiellement du système bancaire :

« La BECEAO étant un peu restreinte dans ses activités, nous avons beaucoup d'ordre de virement qui nous viennent de l'extérieur notamment des sociétés minières. Par conséquent ces virements qui se chiffrent très souvent à des milliards FCFA tardent à nous parvenir », a-t-il indiqué au micro de nos confrères de ORTM1.

Quant à Amadou Konaté, Directeur des recettes à la Direction générale des Douanes, il estime que même si la COVID-19 est passée par là, l'embargo affecte considérablement les chiffres des recettes au niveau des cordons douaniers du pays :

« Avant l'embargo, de janvier à juillet 2020, la douane était à une moyenne de réalisation de recettes douanières de 47,4 milliards de FCFA. Le mois qui a suivi l'embargo, nous sommes tombés à 40,3 milliards de nos francs. Si nous devons espérer à hauteur d'atteinte de nos prévisions, il faut espérer que l'embargo soit levé parce que pour les quelques mois qui nous restent pour l'année 2020 nous devons faire 47,5 milliards de FCFA mensuel », prévient-il.

Pire, les conséquences de l'embargo imposé, depuis le 18 août dernier, par les Chefs d'Etat de la CEDEAO sur le Mali affaiblissent considérablement les activités économiques du pays.

En tout cas, il faut souligner que cette sanction est un terreau fertile pour le développement des systèmes informels surtout en ce qui concerne les transactions financières. Ce qui est un manque à gagner considérable pour les services publics.

Andiè Adama DARA

Promotion des membres du CNSP au grade de généraux : Bah N'Daou face à une première équation ?



Le Mali et ses partenaires tentent de tourner la page de l'incertitude et de l'instabilité institutionnelle et constitutionnelle que le pays connaît depuis des mois. C'est dans l'attente de la formation du gouvernement de transition qu'un premier défi se pose au président de transition choisi par le CNSP.

D'après nos informations, le vice-président Assimi Goïta aurait proposé à Bah N'Daou, des nominations spéciales au grade de généraux pour des colonels de la junte. Des sources concordantes, ce samedi 26 septembre 2020, son Excellence Bah N'Daou aurait demandé à son vice-président d'attendre la fin de la transition pour acter leur nomination au grade supérieur.

Dans l'entourage du nouveau président, cette demande ne pose pas de problème dans le fond « Le président Bah N'Daou est conscient du courage et du sacrifice que les jeunes ont fait pour sauver le pays. Il les a même félicités et encouragés pour cela. Quant à cette nomination à titre exceptionnel au grade de général de brigade, je ne saurais vous en dire plus », nous a confié une source présidentielle.

La promotion au grade de général de brigade devrait concerner les colonels : Assimi Goïta, Malick Diaw, Ismael Wagué, Sadio Camara et Modibo Koné. L'idéal, selon les hommes de forts de Kati, serait que cela intervienne avant le décret de nomination du gouvernement.

Selon des sources sécuritaires, une réunion des cinq (5) membres du CNSP, prévue ce samedi soir à Kati, devrait trancher la question des grades et entériner le choix du nom d'un PM de la transition. Suivront-ils la proposition du président Bah N'Daou? Dans les deux cas de figures, c'est une équation qui se pose et qu'il faut équilibrer. Les Maliens ont fortement salué le coup porté par les jeunes d'un CNSP aux portes de la dissolution.

Source : Figaro du Mali



Opérations de barkhane : Le gtd bercheny met la pression sur les groupes armés terroristes



Cette semaine, dans sa zone d'action, le Groupement tactique désert (GTD) Bercheny a poursuivi ses opérations de reconnaissance et de contrôle de zone. À l'occasion de fouilles de campements suspects d'être en lien avec des activités de groupes armés terroristes (GAT), le GTD Bercheny a de nouveau découvert et saisi de l'armement, des engins de locomotion, du matériel électronique ainsi que diverses ressources.

La force Barkhane accompagne les forces partenaires

Dans le cadre du Partenariat militaire opérationnel (PMO), neuf officiers des Forces armées nigériennes (FAN) ont suivi une formation de Guetteur aérien tactique avancé (GATA) sur la Base aérienne projetée (BAP) de Niamey avec une mise en pratique à Quallam. Lors de la remise de diplômes, le commandant de la BAP a félicité l'ensemble des GATA pour le travail réalisé, soulignant l'importance des rencontres et des échanges avec les équipages des avions de chasse et de drones.

Dans le même temps, le 16 septembre, a eu lieu la cérémonie de cession des matériels (20 motos, 12 pick-up, équipements de protection balistique et matériel de service en campagne) au profit de l'ULRI n°4 de Gao, présidée par le REPCOMANFOR Gao.

Opération aéroportée et contrôle de zone pour le GTD Bruno

Le GTD Bruno a participé à la sécurisation de la colonne foraine de Tessit. Compte tenu des elongations et des restrictions de mobilité imposées par la saison des pluies, pas moins de 80 parachutistes du GTD ont été mis en place par une Opération aéroportée (OAP). Cette opération, réalisée de nuit, a permis de préparer l'appui aux opérations de sécurisation conduites ensuite conjointement avec les FAMa.

Des la fin de la colonne foraine, le GTD Bruno a poursuivi ses opérations de contrôle de zone dans le Gourma pour tenir le terrain et harceler l'adversaire.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, et Tchad. Elle regroupe environ 5100 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace.

Source : Barkhane

Enseignement supérieur : Une grève en perspective



Le 6e congrès ordinaire du Comité national du Syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (CEN-SNESUP) est prévu pour le 20 décembre 2020, ont annoncé les responsables du syndicat ce week-end. L'assemblée générale électorale du SNESUP a été reportée à plusieurs reprises. En effet, le mandat de l'actuel bureau a expiré depuis 2012. Cette longévité est à l'origine d'une scission au sein du SNESUP. Voilà pourquoi un bureau parallèle, actif sur les réseaux sociaux, ne cesse d'appeler au renouvellement de son mandat.

Le bilan du Secrétaire général, Abdou Mallé, est incontestablement salué. « Il a beaucoup apporté au personnel de l'enseignement supérieur », témoigne un enseignant chercheur qui ajoute qu'il est temps maintenant de songer à l'alternance en passant le relais à un nouveau bureau.

Parmi les réalisations de l'actuel bureau, le recrutement de 442 contractuels sur 502 travailleurs contractuels prévus.

Par ailleurs, le syndicat de l'enseignement prévoit de déposer un préavis de grève très bientôt. Le préavis contient une vingtaine de points de revendication. Il s'agit entre autres de l'application immédiate de l'article 66, portant statut des Enseignants chercheurs en vue de l'augmentation de 20% de la grille indiciaire ; l'application immédiate de la prime de recherche conformément à l'article 34 du Décret N°2017-0850/P-RM du 09 Octobre 2017 fixant les modalités d'application du Statut des enseignants chercheurs.

Aussi, le préavis rappelle l'augmentation de 2 ans de l'âge de départ à la retraite pour les professeurs, directeurs de recherche, les maîtres de conférences et maîtres de recherche, conformément à l'article 97 du statut des enseignants chercheurs.

Aly BOCOUM



Transition au Mali : Le poste très convoité de premier ministre de la transition

Après la cérémonie de prestation de serment vendredi du président de transition Bah N'Daw, le Mali attend toujours la désignation de son premier ministre civil, une condition fixée par la Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Les consultations sont en cours, mais les candidats sont très nombreux.

Le poste de Premier ministre de transition est très convoité. Rien que dans les rangs du M5, le mouvement de contestation qui a contribué à la chute du président IBK, on compte 14 candidats déclarés, dont une femme.

Les membres de ce regroupement politique n'ont pas pu s'entendre sur le nom d'un candidat de consensus. Un responsable du M5 s'est donc rendu à Kati, fief de la junte, pour remettre tous les dossiers de candidature. Mais certains s'interrogent : pourquoi déposer les dossiers à Kati, alors que c'est le président de transition Bah N'Daw qui est censé nommer le futur Premier ministre ? La réponse est simple : la junte est pour le moment toujours incontournable.

Il y a également des candidats en dehors du M5 pour le poste de la Pri-



mature. Parmi eux, on parle d'un financier, d'un banquier, ou encore d'un ancien ministre des Affaires étrangères. Les Maliens attendent impatientement le nom du futur chef du gouvernement, mais également la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, afin de lever l'embargo qui pèse sur le Mali.

Source : RFI

Une publicité pour SAMA, un service de transfert d'argent. Le fond est vert et bleu. À gauche, le logo SAMA est dans un carré bleu foncé. À droite, une femme souriante portant un hijab noir et un vêtement rouge est visible. Le texte principal annonce une économie de 40% sur les frais de transfert d'argent. Le site web www.sama.money est mentionné en bas à gauche.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Environnement : Eau et assainissement au centre des échanges

La maison de la presse de Bamako a servi de cadre à la présentation des résultats de suivi du niveau de financement et de l'état d'exécution du budget alloué au secteur de l'eau et l'assainissement auprès des prestataires de services, des ouvrages, en collaboration avec la DGB, la DNPD, l'Autorité de passation des marchés publics. C'était le vendredi 25 septembre 2020 au cours d'une rencontre avec les Hommes de médias organisée par la CN-CIEPA (Coalition Nationale-Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement) et présidé par Dounantiè Daou, président de la CN-CIEPA.

C'est dans le cadre du programme Watershed que la Coalition Nationale Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement (CN-CIEPA), en partenariat avec IRC, a commandité un suivi du niveau de financement et l'état d'exécution du budget alloué au secteur de l'eau et de l'assainissement. Selon les organisateurs, l'objectif de la présente rencontre est de contribuer à une meilleure information des journalistes sur les résultats issus de l'étude de suivi financier et de l'état d'exécution du budget d'Etat alloué au secteur eau et assainissement.

Pour l'année 2020, IRC, à travers la CN-CIEPA et en collaboration avec les autres membres du consortium, entend renforcer le développement des capacités des OSC et partenaires, le plaidoyer, lobbying sur les politiques publiques et la recherche, la production des évidences et la mobilisation des médias au service du plaidoyer.

Parmi les thèmes de plaidoyer du Watershed Mali, figure celui de la priorisation du financement de l'eau et l'assainissement sur le budget de l'Etat.

Cette question demeure préoccupante pour la CN-CIEPA, puisque le financement de ce secteur tourne autour d'une moyenne de 2%.

« Notre partenaire et nous avons décidé de faire un exercice de suivi financier sur le budget alloué au secteur de l'eau et l'assainissement pour une période de 2017-2018 sur les sites de mise en œuvre du programme Watershed. Ce programme a été réalisé à Bamako, Ségou et à Mopti. Dans notre exercice de suivi, nous nous sommes focalisés sur l'effort du budget national », a dit le président de la CN-CIEPA, Dounantiè Daou.

Convaincu que l'Etat doit faire les efforts essentiels et que les partenaires doivent venir compléter ceux de l'Etat, Daou confirme que

c'est dans ce cadre qu'ils ont mis le focus sur les efforts du gouvernement.

« En 2017, pour les régions de Mopti, Ségou et Bamako l'Etat a accordé exactement quatorze milliards sept cent millions (14 700 000 000 FCFA). Sur ces quatorze milliards sept cent millions, en répartissant, sept milliards cinq cent millions furent utilisés au niveau de l'eau et sept milliards deux cent millions au niveau de l'assainissement. En 2018, nous nous sommes retrouvés avec environs 11 milliards de FCFA », déplore Dounantiè Daou. Pour ce qui concerne la disparité, le conférencier dira que de 2017 à 2018, par rapport au budget alloué à l'eau, c'était 7,532 milliards de FCFA en 2017 et qu'en 2018, c'était 7,642 milliards FCFA ; dont une légère progression. Pour l'assainissement, c'est 7, 236 milliards de FCFA en 2017, avec une forte baisse en 2018, soit 4, 222 milliards de FCFA.

Au niveau régional, de grandes disparités existent entre Bamako et les autres régions. Le district de Bamako a, à lui seul, 53% des dépenses (soit 13, 44 milliards de FCFA). La région de Mopti enregistre 19% des dépenses (soit 4,87 milliards de FCFA), suivi par les dépenses du niveau central avec 10% (2,41 milliards de FCFA) et la région de Ségou avec 6% (soit 1, 63 milliards de FCFA).

La conférence fut marquée par une séance de questions-réponses. Par rapport à la préoccupation concernant les montagnes d'ordures dans certaine localité, Dounantiè dira que « la seule solution concernant les ordures, c'est la transformation ».

■ Ibrahim Sanogo



Mali : Plusieurs centaines de personnes marchent contre les violences faites aux femmes

A l'appel d'une coalition d'ONG et associations, une marche blanche et silencieuse contre les violences faites aux femmes a été organisée à Bamako. Plusieurs centaines de personnes y ont participé. Elles réclament l'adoption par le parlement d'une loi spécifique contre les violences basées sur le genre. Et ce, alors que l'affaire dite « Sidiki Diabaté » suscite une vive émotion au Mali. L'ancienne compagne du célèbre musicien l'accuse de menaces, séquestration et coups et blessures. La famille du musicien dénonce un complot. Une enquête est en cours.

« Tapez sur les tam tam par sur les femmes », « femme victime je te crois », « pas d'empathie pour les bourreaux ». Voilà quelques-uns des slogans que l'on pouvait lire samedi à Bamako, à l'occasion d'une marche contre les violences faites aux femmes.

Blouse blanche, et banderole à la main, le docteur Seydou Oumar Cissé a tenu à être en première ligne de la marche. Choqué des nom-

breux témoignages de violences qu'il entend chaque semaine dans son cabinet. « **Le dernier exemple qui m'a beaucoup marqué, c'est une femme qui a été mariée à 13 ans et son mari avait 42 ans. Il l'a séquestré, violenté pour coucher avec elle. La femme est traumatisée. Je suis là pour dire "ça suffit" ».**

Selon les organisateurs de la marche, 70% des victimes taisent les violences qu'elles subissent. Anna Touré, 38 ans est venue dénoncer les pesanteurs sociales qui étouffe la parole de ces femmes jusque dans leurs familles. « **On te dit, "c'est normal, j'ai été frappée, il faut que ce soit pareil pour toi". On te dit "ton mari t'aime, c'est comme ça que ça se passe". Non, ce n'est pas vrai ! Quand on aime, on ne frappe pas. »**

« **La volonté politique qui manque** », déplore Balla Mariko, porte-parole du collectif contre les violences conjugales. Il plaide pour l'adoption d'un projet de lois spécifique en

gestion depuis des années. « **La loi est coincée entre le ministère de la Justice et le ministère de Protection de la femme. Elle n'a pas encore atterri à l'Assemblée. J'espère que l'affaire Sidiki Diabaté va provoquer une prise de conscience chez les décideurs. »**

Dans les rangs de la marche, Me Nadia Biouélé, avocate de l'ex-compagne du chanteur Sidiki Diabaté. En ouvrant une enquête dans ce dossier, la justice a envoyé selon elle un signal fort. « **Parce qu'il y a une normalité de la violence au Mali, qui veut que la femme soit scrupuleusement soumise. On a tendance à ne pas donner suite aux cas de violences déferés devant la justice. »**

Ce qui est encore plus ahurissant c'est que c'est la famille qui demande à ce que la victime se taise. Avec tout ce qu'elle a vécu, elle peut se suicider, être exclue de la société. Mais on observe depuis un certain temps que la justice est de plus en plus attentive et engagée.

Me Nadia Biouélé, avocate de Mariam Sow « Il y a de l'espoir », veut croire l'avocate sans présumer de l'issue judiciaire de l'enquête en cours.

Source : RFI



Logements sociaux de N'Tabacoro et Kati : La SOMAGEP-SA incapable d'offrir de l'eau potable

Depuis le mois d'août, les locataires des 3 743 logements sociaux de N'Tabacoro et de Kati ont été invités à souscrire l'abonnement d'eau auprès de l'agence Somagep-SA de Yirimadio. Ceux qui ont souscrit peinent à avoir une goutte d'eau.



L'absence d'eau et d'électricité étaient les deux problèmes cruciaux qui empêchaient les bénéficiaires des 3 743 logements sociaux de N'Tabacoro et Kati de prendre possession de leurs maisons, un an après leur attribution. A la suite d'immenses efforts, l'Office malien de l'habitat (OMH) a donné le sourire aux nombreux usagers de ce site. Le reste des travaux hors site a été achevé, avec l'adduction d'eau et la desserte en électricité. Par voie de communiqué, les bénéficiaires ont été invités à se présenter à l'agence Somagep de Yirimadio pour leur souscription à la police d'abonnement. L'immense joie qui animait les nouveaux habitants n'a été que de courte durée. Selon K. D., cadre dans un service public, qui y a aménagé il y a deux semaines, il est à 1 500 et 2000 F CFA de dépenses quotidiennes pour l'achat d'eau. **Des jeunes gens qui ont trouvé un commerce florissant vendent**

le bidon de 20 litres à 75 F CFA. Les habitants des logements sociaux de Kati vivent le même calvaire. Aucune goutte d'eau potable ne tombe des robinets pendant des jours. Ce qui oblige les familles à consacrer beaucoup d'argent à l'achat d'eau ou aller chercher de l'eau des forages", se plaint-il.

Selon les victimes de la corvée d'eau, la Somagep-SA a d'énormes difficultés à desservir correctement les logements sociaux de N'Tabacoro et de Kati. La situation est plus criarde à N'Tabacoro, très proche des logements sociaux d'ATTbougou et de Niamana qui ont toujours vécu de façon récurrente des soucis dans la fourniture d'eau depuis des années. Une situation qui paraît difficile à expliquer dans la mesure où la Somagep-Sa est dans un vaste programme d'agrandissement de ses capacités de production d'eau potable. La nouvelle station de pompage de Kabala a été

inaugurée cette année, avec une capacité totale de 288 millions de litres d'eau par jour et des branchements sociaux à la clé.

Abdou Karim Koné, le responsable de la communication de la Somagep-SA justifie ces pénuries par un déficit de production au regard de l'offre et de la demande. Selon lui, **"N'Tabacoro est très éloigné de leurs installations techniques et Kati se trouve sur une colline. Ce qui fait que l'eau avant d'arriver dans ces sites prend énormément de temps". Toujours selon lui, "seule la première phase de Kabala est terminée à ce jour avec une capacité de production de 144 millions de litres par jour"**.

Visiblement, le bout du tunnel n'est pas pour demain pour les locataires des logements sociaux de N'Tabacoro et de Kati.

Abdrahamane Dicko

Intérim du président de la Transition : Le NON de la CEDEAO à Assimi Goita



En attendant la nomination d'un Premier ministre, c'est parti pour la transition malienne, avec la prestation de serment couplée à l'investiture du nouveau Président de Transition, le Colonel-major à la retraite Ba N'Daw, et du vice-président, le Colonel Assimi Goita ! Un moment fort dans la vie de la nation malienne qui aura vu le nouveau chef de l'Etat malien prendre des engagements forts, en dépit du court temps imparti pour la transition (seulement 18 mois) résumant en partie les aspirations les plus profondes des maliennes

et des maliens. Pourra-t-il les tenir ? En attendant, son vice-président, le Colonel Assimi Goita semble ne pas avoir la même chance, lui qui voudrait coûte que coûte se donner la prérogative de pouvoir remplacer le Président de la transition, chef de l'Etat, en cas de vacance de poste. A dessein nourri par les militaires de l'ex-CNSP, la CEDEAO dit niet ! Tout juste après la prestation de serment et l'investiture du président et du vice-président de la transition, la médiation de la CEDEAO, assistée des responsables et représentants de

la Communauté internationale, a rencontré la presse nationale et internationale pour faire part de sa satisfaction, mais aussi pour mettre les points sur les « i », comme on dit, pour ce qui concerne certaines manigances des militaires du CNSP portant sur les prorogatives du vice-président de la transition, qui pourrait, selon les termes de la charte de transition, remplacer le président, donc le chef de l'Etat, en cas de vacance ! Une chose à laquelle la CEDEAO s'est opposée depuis le mini-sommet d'Accra, mais qu'on tente de faire passer par la force !

Conformément à la décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement prise lors de la réunion tenue à Accra (République du Ghana), une mission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), conduite par le Médiateur de la CEDEAO pour le Mali, Goodluck Jonathan, ancien Président de la République Fédérale du Nigéria, a effectué une visite à Bamako du 23 au 25 septembre 2020. La délégation a assisté à l'investiture du président de la transition, le Colonel-major à la retraite Ba N'Daw. Elle comprenait Mme Shirley Ayorkor Botchwey, ministre des Affaires Etrangères et de l'Intégration Régionale de la République du Ghana, Président du Conseil des Ministres de la CEDEAO, et Jean Claude Kassi Brou, Président de la Commission de la CEDEAO.

L'objet de la mission était d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des décisions prises lors des Sommets extraordinaires des Chefs d'Etat et de Gouvernement des 20 et 28 août 2020 et du mini-sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement tenu à Accra le 15 septembre 2020, dans le cadre du processus de normalisation constitutionnelle au Mali. La délégation a eu des rencontres avec : le Président de la transition, Chef de l'Etat, S.E.M. Bah N'DAW ; le Comité National pour le Salut du Peuple conduit par son Président, le Colonel Assimi GOITA ; les Ambassadeurs des Etats membres de la CEDEAO accrédités au Mali ; des Etats membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies accrédités au Mali (Chine, Etats Unis d'Amérique, France, Grande Bretagne, Russie), élargi au Délégué permanent de l'Union Européenne au Mali, aux Ambassadeurs de la République Fédérale d'Allemagne et du Royaume d'Espagne au Mali.

La Mission rappelle que la CEDEAO est princi-

pablement concernée par la préservation de la démocratie constitutionnelle dans la sous-région et non par le soutien à des régimes quels qu'ils soient. Lors de cette mission, la délégation s'est fortement préoccupée de la situation des personnalités civiles et militaires de l'ancien régime en détention depuis le 18 août 2020. La mission a également pu rencontrer l'ancien Premier ministre Boubou Cissé. La Mission a insisté sur la libération urgente de ces personnalités conformément aux décisions des Chefs d'Etat et de Gouvernement. La Mission a pris acte de la nomination et de l'investiture de Monsieur Bah N'DAW en qualité de Président de la Transition. Elle lui a félicité chaleureusement et lui souhaité plein succès dans sa mission.

La Mission a en outre rappelé l'importance et l'urgence de la nomination d'un Premier ministre, Chef de Gouvernement, civil qui sera chargé de conduire, sous l'autorité du Président de la Transition, les chantiers des différentes réformes du dialogue national inclusif et de préparer les prochaines élections présidentielles et législatives. La Mission a également rappelé l'importance d'obtenir la version finale et officielle de la Charte de la Transition prenant en compte les décisions issues des Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CE-DEAO, notamment : la dissolution du CNSP avant/après l'investiture du Président de la Transition ; les responsabilités du Vice-président, chargé de la Sécurité et de la défense ; l'impossibilité pour le Vice-président de remplacer le Président de la transition...

Pas question donc qu'Assimi Goita puisse remplacer Ba N'Daw en cas de vacance, nous ne le souhaitons pas, du poste de président, d'où l'exigence de l'obtention de la version finale et officielle de la Charte de la Transition par la CEDEAO pour s'assurer de l'effectivité du respect de ses recommandations. On dira tout simplement que les pains sont cuits pour Assimi Goita et ses compagnons de l'ex-CNSP qui, à force de vouloir rouler tout le monde dans la farine, viennent de s'en prendre plein la figure !

■ Yama DIALLO

Election du Président du Conseil National du Patronat du Mali : Mamadou Sinsy Coulibaly mord la poussière !



Depuis le 26 septembre 2020, le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) a élu un nouveau Président, il s'appelle Amadou Diadié Sankaré. Inconnu du grand public, il a réussi à terrasser le président sortant Mamadou Sinsy Coulibaly avec un score de 89 voix contre 1 voix et 17 bulletins nuls ! Le désormais ancien président du CNPM, Mamadou Sinsy Coulibaly, sachant sa défaite à l'avance avait tenté de reporter l'élection, mais c'était sans compter avec la détermination de l'équipe du self-made man Amadou Diadié Sankaré qui, malgré le fait que le président ait bouclé toutes les issues du siège du Patronat, a tenu à ce que les textes de l'organisation soient respectés et appliqués à la lettre. Une nouvelle page s'ouvre donc au niveau du Conseil National du Patronat du Mali avec l'élection de Amadou Diadié Sankaré !

Mamadou Sinsy Coulibaly, l'homme qui prétendait lutter contre la corruption sans s'en départir lui-même, qui prône le changement et qui refuse de s'y plier a fui la compétition !

Comme qui dirait, un président sortant n'a pas besoin de toute une mise en scène pour se faire relire, son bilan doit plutôt lui donner la victoire « haut la main » ! Qui est donc le nouveau Président du CNPM et quels sont ses engagements ?

Diadié dit Amadou Sankaré, la soixantaine alerte, était jusqu'à son élection ce samedi, un membre éminent du Patronat malien où il occupait un des postes de vice-président. Aujourd'hui à la tête d'une trentaine d'entreprises opérant dans plusieurs pays de la région ouest-africaine (Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger, etc.) dans des secteurs tels que l'Outsourcing notamment dans la gestion des Ressources humaines, l'Intermédiation financière, l'inclusion sociale, les Mines, l'Agro-industrie, le Commerce international, la technologie, la sécurité, entre autres, ce dirigeant hors du commun à l'allure posée, cache cependant un dynamisme qui pourrait inspirer beaucoup de jeunes entrepreneurs africains. Diplômé de la Faculté des Sciences Écono-

miques de l'Université de Dakar, il a servi pendant dix (10) ans au sein de l'administration malienne à différents postes dont celui de Président Directeur Général de l'Office des Relais Touristiques du Mali avant de se lancer dans les affaires. C'est en 1993 que Diadié, comme on le surnomme couramment, s'installe à son compte et crée la SAER (Société Africaine d'Etudes et de Réalisations), qui est le prélude à l'aventure entrepreneuriale que nous connaissons aujourd'hui. En 2003, il prépare et obtient une Maîtrise en Administration des Affaires (MBA) de l'Université UQAM au Canada.

Et il a de quoi réaliser son ambition de se positionner comme « Un opérateur de référence à l'échelle africaine, innovant, performant et social » et de donner un sang neuf au CNPM avec sa riche expérience nationale et internationale, notamment en tant que représentant de plusieurs sociétés internationales, tels que SNC LAVALIN, RAZEL, le Groupe BOUYGUES, HYDRO GEO Canada, etc. Il a une foi inébranlable dans l'avenir du Mali et dans l'accomplissement de son destin en tant que nation unie et plurielle. Il foi dans l'avenir du CNPM dont l'apport est incommensurable dans le regroupement des forces, des intelligences et des moyens pour développer l'agriculture, le commerce, l'élevage et la promotion de l'entreprise.

Aussi reste-t-il convaincu que c'est en empruntant ce chemin de crête fait de sacrifice, et à ce prix seulement, que le développement que nous appelons de nos vœux, sera au ren-

dez-vous : « Nous avons besoin pour cela, de croire en nous, en ce que nous faisons ici, de croire aussi en l'avenir de notre pays, d'avoir pour lui et pour nos fils, une vraie ambition; mais nous devons pour cela aimer le Mali comme le legs le plus sacré de nos ancêtres. Les hommes d'Affaires et les entrepreneurs maliens qui, tous les jours investissent et prennent des risques sont l'expression même de cette croyance en notre nation. Ils sont arimés à elle. Ils rêvent de sa grandeur et c'est pour cela qu'ils créent, jour après jour, semaine après semaine de la richesse et des emplois. Ils le font dans l'indifférence et parfois même dans l'incompréhension, voire l'hostilité... Et le CNPM est depuis sa création l'âme de cette aventure ».

Dans le contexte d'une crise mondiale d'une ampleur inégalée, avec des conséquences extrêmement difficiles pour tous les pays, en particulier pour un Mali en crise sécuritaire, humanitaire et sanitaire, Amadou Diadié Sankaré trouve que l'action du CNPM vis-à-vis de l'État et de ses partenaires tant nationaux qu'internationaux peut-être être salvatrice, mais à condition que ses composantes et fédérations restent unies et rassemblées pour affronter les orages. « Nous devons ainsi revoir nos paradigmes de pensée, avec volontarisme et pragmatisme, mais aussi avec volonté. La Volonté s'inscrit dans l'indépendance d'esprit qui nous a toujours caractérisés. Plus qu'une vision, ceci est ma conviction, afin que le CNPM, notre entreprise commune, puisse continuer à voler vers les horizons de réussite

et de progrès ».

Les délégués à l'Assemblée Générale électorale du président du CNPM viennent ainsi de lui donner le créneau de réaliser ses cinq (5) grands engagements à la tête de l'organisation, à savoir Contribuer à rassembler le secteur privé malien dans toute sa diversité en vue de créer une force commune capable de mieux porter sa voix sur les chantiers clés tels que l'amélioration du cadre des affaires ou le Partenariat Public Privé ; Offrir aux acteurs du secteur privé malien des opportunités de renforcement de leur capacités techniques, de management et de gouvernance en vue d'améliorer leur compétitivité tant au plan national qu'international ; Promouvoir, encourager et offrir des opportunités de développement de l'innovation, des best-practices, de l'éthique et du respect des normes et standards, en vue de mieux positionner le secteur privé malien dans cet environnement de compétition internationale ; Apporter la contribution forte du secteur privé malien à la consolidation de l'intégration économique sous régionale et africaine en valorisant tous les avantages distinctifs nationaux ; Développer la coopération dans un esprit de solidarité, et surtout de création de synergies entre acteurs du secteur privé malien dans toute leur diversité, tant verticale (Grandes, Moyennes, Petites et Micro-Entreprise) que sectorielle.

■ Yama DIALLO





Mali : Bah N'Daw n'est pas le président par intérim

Une prestation de serment qui continue de faire des vagues. En effet, quelques heures seulement après la fin de cette grandiose cérémonie qui célébrait la naissance du Mali nouveau, le Mali aujourd'hui rêvée par le Mouvement de rue M5-RFP, qui commençait selon ses « têtes couronnées » par la chute du président IBK, les destinées de notre pays pour les 18 prochains mois sera désormais assurée par le nouveau président de la transition, le colonel Bah N'Daw, un officier supérieur à la retraite. Cela fait-il de lui un civil au sens populaire et démocratique du terme ? Ça c'est une autre histoire.

En tout état de cause, le CNSP a tranché en faveur de cet officier supérieur, connu pour son intransigeance, sa probité, sa rectitude morale hors-normes. Et c'est à défaut de trouver une espèce aussi rare dans notre pays, que son statut d'homme seul n'a semblé guère heurter les moralistes purs et durs de notre

république. A 70 ans, ce détail quelque peu intimiste sur la vie de famille de ce grand serviteur de l'Etat peut être considéré comme un fait divers de moindre importance à côté de la volonté réelle de ce patriote émérite à combattre vigoureusement le fléau de la corruption dans notre pays. Le respect du bien public qui était la règle, pendant les premières années de notre indépendance nationale est devenue une exception, sous les différents régimes qui se sont succédés à la tête de l'Etat. Toutefois, la prestation de serment du nouveau président de la transition continue encore de susciter des vagues, car de nombreux démocrates pensent que le serment lu par Bah N'Daw est impropre à un régime de transition, tout comme la prestation de serment fait par son vice-président le colonel Assimi Goita. Ce mélange de genres entre la charte concoctée par les nouveaux maîtres du Mali (CNSP) et la Constitution malienne du 25 février 1992 crée

un malentendu à la fois juridique et politique et complexifie davantage les négociations entre la CEDEAO et le CNSP. Une précision de taille s'impose à nos lecteurs : Bah N'Daw n'est pas le président par intérim du Mali, à ne pas confondre avec le scénario de l'après coup d'Etat de mars 2012, où le président de l'Assemblée nationale Dioncounda Traoré est devenu le président par intérim, conformément au respect de la Constitution de 92 qui reste pourtant toujours en vigueur.

Si la CEDEAO maintient encore ses sanctions contre notre pays, c'est parce qu'elle craint à tort ou à raison, que ce nouveau bicéphalisme à la tête de l'Etat malien ne se transforme dans les mois à venir en une nouvelle crise interne au sein du Conseil national de la transition. Une crise inouïe qui pourrait aussitôt amener le nouveau patron à jeter l'éponge et être remplacé (presque) au pied levé par le vice-président, chef de la junte. Cela ressemble aux yeux des pontes de la CEDEAO à un vrai scénario catastrophe, qu'il faut éviter à tout prix.

B. CAMARA
Source : Le Phénix

Le chérif de Nioro : Un religieux dans l'ombre de la politique malienne

Éleveurs, marchands ou présidents, le chérif de Nioro prête la même attention à tous ceux qui défilent devant lui, assis le dos courbé sur son tapis de prière. Puis il prend la parole, dispense ses conseils, apporte son soutien, tranche les litiges.

Mouhamedou Ould Cheikh Hamahoulah, dit Bouyé, est l'un des hommes les plus écoutés du Mali. Il tient son rayonnement de la descendance proclamée du prophète qui lui vaut d'être chérif et est à la tête d'une branche du soufisme ouest-africain fondée par son père au début du XX^e siècle et qui compte plusieurs millions d'adeptes. Sa fortune est réputée colossale et son pouvoir économique considérable.

Pour exercer son influence, il ne quitte jamais sa ville natale de Nioro-du-Sahel. Nul besoin: on vient le voir, de partout, sans cesse.

Ce soir, il est assis parmi ses fidèles dans la cour de sa zawiya (centre religieux soufi), à l'ombre d'un imposant arbre au pied duquel sont étendus les tapis de prière. La nuit descend lentement, l'air est chaud mais personne ne bouge, attentif à chaque parole d'un homme au charisme aussi visible que son envergure religieuse.

"Je suis sans doute l'homme le plus populaire du Mali, c'est vrai, mais il n'est pas agréable de parler de soi", dit-il en préambule d'un entretien avec des journalistes étrangers, le premier depuis plus de dix ans.

Il pourrait se vanter d'avoir financé plusieurs campagnes présidentielles au Mali et en Mauritanie voisine. Il pourrait se targuer de former les gouvernements maliens depuis sa zawiya, comme le dit le chercheur Aboubacar Haidara.

– Les putschistes sont ses "fils" –
Mais l'homme de 82 ans, crâne rasé et collier de barbe blanche, toujours habillé du daraa traditionnel avec un chèche noir nonchalamment enroulé autour du cou, n'en fait rien. Lui qui a grandi dans la ruralité et été éduqué dans le système coranique se défend même de faire de la politique: "Tant que je ne suis pas sollicité, je n'interviens pas. J'ai soutenu, c'est vrai, beaucoup d'hommes politiques, mais ce sont

eux qui sont venus me solliciter".

M. Keïta a été élu avec 77% des voix. En fait "il était incapable et incompetent", déplore le chérif.

– "Infiltration" économique –

A Bamako, ses détracteurs accusent le chérif d'avoir fait main basse sur l'économie locale et de bénéficier d'avantages douaniers. Essence, vivres... les rumeurs vont bon train, d'autant plus que les autocollants à son image sont sur tous les camions de marchandises de la région.

Il a une "capacité d'infiltration de l'Etat" à des fins pécuniaires, dit l'anthropologue Hamidou Magassa. Le dernier ministre des Finances, Abdoulaye Daffé, était réputé très proche de

Nioro.

Le chérif réfute bénéficiaire de complaisances. Il reconnaît avoir monté une affaire d'import-export grâce à une autorisation demandée à l'ancien président Amadou Toumani Touré. Ce commerce "bénéficie aux populations" et ne vise pas à l'enrichir, assure-t-il.

Comme souvent, ce soir, l'entretien se prolonge tard. Son médecin, le directeur du plus grand hôpital du Mali, lui a conseillé de se ménager, de se coucher à 22H00. Mais il se couche "rarement avant une heure du matin" tant son avis est demandé, dit un proche.

Parfois, ce sont des diplomates africains qui viennent, mais aucun émissaire d'un pays occidental depuis une dizaine d'années, assure-t-il. Le plus souvent, Bouyé reçoit les populations de sa large zone d'influence, malienne et mauritanienne, comme il est courant en Afrique de l'Ouest pour un chef traditionnel.

"L'apport du chérif pour la stabilité de la région est inestimable", dit son entourage. Récemment, les jihadistes sont venus prêcher dans un village non loin de Nioro. La première autorité que les habitants sont allés voir pour rapporter l'événement était le chérif.

ah/lal/sba



Investiture du président de la transition : Une nouvelle ère pour notre pays ?

Le Président de la transition, Bah N'Daw, et son vice-président, Assimi Goita, ont prêté serment, vendredi 25 septembre 2020, au cours d'une cérémonie tenue au CICB. Cette prestation de serment marque le début de leur prise de fonction.



Le Mali est sur la voie de sortie définitive de la grave crise qui le secoue depuis quelques mois. Après leur désignation par un collège dédié à cette mission, Bah N'Daw et Assimi Goita ont été officiellement renvoyés à l'exercice de leurs fonctions. La cérémonie de prestation, couplée à celle de la décoration, était présidée par le Premier Président de la Cour Suprême. Madame le greffier en chef, a fait la lecture de l'extrait du procès-verbal du constat du 21 septembre 2020, portant désignation du Président et du vice-président de la transition.

Après cette constatation, le procureur général près la Cour suprême, Boya Dembélé, a pris la parole pour ses réquisitions. Avant tout propos, il a demandé une minute de silence à la mémoire des soldats tombés sur le champ de l'honneur, ainsi que tous ceux qui sont morts pour le Mali. Il en a profité pour féliciter Bah N'Daw et Assimi Goita pour le choix porté sur leurs personnes pour présider aux destinées du Mali pendant la période de transition. « La justice malienne par ma voix, prend l'en-

gagement de vous accompagner pour la réussite des prestigieuses missions qui vous sont ainsi confiées, afin que l'autorité de l'Etat s'exerce pleinement ; que les citoyens aient justice, qu'ils soient pauvres ou riches, faibles ou forts », a-t-il précisé.

Des valeurs morales estampillées !

Aussi, le Procureur général près la Cour suprême a tracé le parcours de ces deux commis de la nation qui doivent désormais tenir le gouvernail du bateau Mali. « Vous conviendrez avec moi, qu'au vu, tant de leurs parcours professionnels que leurs personnalités, messieurs Bah N'Daw et Assimi Goita sont tous des officiers supérieurs aguerris de l'armée malienne qui ont fait leur preuve sur plusieurs théâtres d'opérations. Ce sont ces hautes valeurs morales et professionnelles qui font que le choix porté à leur personne a fait une

quasi-unanimité au sein de la population malienne. Nous ne doutons pas qu'ils puissent combler les espoirs placés en leurs personnes pour diriger la transition, de concert avec les autres organes de la transition. Il s'agit bien d'une transition d'une durée limitée à 18 mois, devant aboutir à une situation normalisée à la suite d'élections présidentielle et législatives transparentes et crédibles et à l'installation d'autorités dûment élues. Elle ne doit pas s'éterniser. C'est pourquoi, il est urgent qu'une fois installées les autorités de la transition se mettent à la tâche pour relire les textes fondamentaux, la charte des partis politiques, la loi électorale et bien d'autres textes nécessaires pour la mise en place d'une démocratie véritable et d'institutions fortes à même de résister à tous les séismes possibles. Parce qu'à notre avis, le spectre de la prise de pouvoir autre que par les urnes doit être circonscrit à jamais pour que le Mali connaisse véritablement une stabilité pérenne », a-t-il souhaité, tout en précisant qu'il faut une refondation de l'Etat ou en poser les jalons.

La lecture de cette réquisition a été précédée de la prestation de serment du Président et du Vice-président. Ceux-ci ont lu, à haute et intelligible voix, la formule consacrée à cet effet.

Plaidoirie pour la libération des personnalités détenues

Après la prestation de serment, le procureur général près la Cour suprême a rappelé que l'Etat de droit implique que force reste à la loi et non que la force commande à la loi. « Par le serment que vous venez de prêter et que vous ne saurez nullement violer, à moins de commettre un parjure ou une trahison, ce que nous ne souhaitons guère, vous vous êtes engagés, devant Dieu et le peuple malien, à préserver en toute fidélité le régime républicain, de respecter et de faire respecter la Constitution, la Charte de la transition et la loi. La Constitution du 25 février 1992, en son article 1er dispose la personne humaine est sacrée et inviolable. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à l'intégrité de sa personne. En son article 10, aliéna



2, la Constitution dispose que nul ne peut être détenu pendant une durée supérieure à 48 heures sans la décision motivée d'un magistrat de l'ordre judiciaire. En application de ces dispositions, je vous exhorte, messieurs le Président et le Vice-président, à faire libérer toutes les personnalités civiles et militaires détenues depuis le 18 Août 2020 et qui n'ont pas encore été présentés devant un magistrat de l'ordre judiciaire. Si vous avez quelques griefs à leur encontre, vous devez les présenter le plus rapidement possible devant un juge. La Constitution, la Charte de transition et les lois vous y obligent. Dans le même ordre d'idées, justice doit être rendu à toutes les personnes qui ont perdu la vie dans les événements d'avant le 18 Août et toutes les victimes d'après cette date. C'est, en tout cas, l'une des partitions que doit jouer la justice dans l'accompagnement de la transition pour le retour à un ordre Constitutionnel normal. Il y va de la paix sociale et de la réconciliation des cœurs et des esprits », a-t-il martelé.

Décoration du Président

Après ces mots du Procureur général près la Cour suprême, place a été donnée à la remise de décoration du Président de la transition. C'est le grand chancelier des ordres nationaux qui a procédé à cette décoration du tout nouveau Chef de l'Etat.

Président Bah N'Daw prêt à servir sa patrie !

Pour sa première prise de parole, le Président de la transition, Bah N'Daw, a remercié le collègue qui a porté son choix sur sa modeste personne pour présider cette transition.

Je n'ai pas d'autre mission. Je n'ai pas d'autre prétention. Il s'agit pour moi et il doit s'agir pour chacune et chacun, d'apporter sa petite contribution, sa petite pierre à la consolidation de l'édifice national », a-t-il dit.

Mieux, il dira que la maison commune est ébranlée, affaiblie, humiliée. Elle tremble dans ses fondements depuis au moins une décennie. Oui, il ne faut pas avoir peur des mots : le

Mali est ébranlé, piétiné, humilié. Ébranlé, Affaibli, humilié par ses propres enfants, par nous-mêmes, par personne d'autre que nous-mêmes. « Et nous ne pouvons continuer, de manière incantatoire, à garder la tête dans le sable et à répéter, sans chercher à empêcher le naufrage, à nous convaincre que le navire pourrait tanguer mais qu'il ne chavirerait jamais. Il peut chavirer et il chavirera si nous continuons à le faire tanguer. Alors, si nous voulons survivre en tant qu'État, en tant que nation, nous devons, sans perdre plus de temps, nous remobiliser », a-t-il insisté.

■ Ibrahim Sanogo



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Confidence : « Je vois mon fiancé comme un voleur, que faire ? »

“ Je m'appelle Anne. J'ai fait la rencontre de Alphonse il y'a 5 ans. Je venais juste d'avoir le bac et lui était un jeune entrepreneur. Le courant est vite passé entre nous et on a commencé à sortir ensemble. Vu mes difficultés financières, il m'a aidé à payer mes études jusqu'à ma maîtrise.

A cause d'une période de récession, ses activités sont pratiquement aux arrêts. En novembre de l'année dernière, je devais passer un concours pour entrer dans la fonction publique, pour avoir plus de chance, j'ai contacté un réseau qui me demandait la somme de 3 000 000 FCFA pour que je sois admise. J'en ai parlé avec Alphonse mon fiancé, évidemment, vu sa situation, il n'avait pas



toute la somme.

Alors, il me propose de faire un retrait à partir du compte de son père. Mais il ne pouvait pas informer ce dernier car son père est un homme de principes et il allait refuser. Moi j'ai refusé qu'il prenne l'argent de son père parce que nous n'avions pas son accord mais il m'a dit qu'il allait le faire même contre mon avis. Aujourd'hui je suis admise à mon concours, les activités de mon fiancé n'ont pas encore repris donc nous dépendons de mon salaire.

Depuis lors, je vois mon fiancé autrement, pas parce qu'il ne travaille pas, mais je le vois

comme un voleur. Je le vois comme quelqu'un qui a volé l'argent de son père. Et s'il a eu le courage de voler l'argent de son père, il aura le courage de voler aussi le mien un jour. Même si le vol c'était pour mon bien n'a pas respecté mon point de vue, et un voleur reste un voleur, on dit que celui qui a volé un oeuf, volera un boeuf. J'en ai parlé au pasteur.

Et ce dernier me dit de le quitter car c'est un voleur et que Dieu n'aime pas le vol. Svp, que dois-je faire dans pareille situation ? Dois-je me marier avec lui ? J'ai besoin de vos conseils svp.”

 **SAER
EMPLOI**
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

**GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES**

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Présidentielle 2020 : Dalein reçoit le soutien d'une centaine de partis et mouvements politiques

Cellou Dalein Diallo, président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) reçoit un soutien de taille dans le cadre de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020. Ce samedi, 26 septembre, à l'occasion de l'assemblée générale de son parti, il a signé des alliances avec 37 formations politiques et 518 mouvements ont aussi décidé de l'accompagner en vue d'une victoire éclatante au soir du 18 octobre.

Entre autres de ces formations politiques, on peut citer l'UGN du Dr Diao Baldé, l'UPG de Jacques Gbonimy, Nos valeurs communes d'Etienne Soropogui, l'ADR d'Alpha Oumar Taran Diallo, l'UDRP du Dr Edouard Zoutomou Kpoghomou, la NGP du quatrième vice-maire de Matam, Badra Koné. Cette mosaïque de

partis politiques et de mouvements de soutien est appelée Union nationale pour l'alternance démocratique (UNAD).

A l'entame de son intervention, le président du RPR, Diabaty Doré, a remercié Cellou Dalein pour avoir accepté de se présenter à cette élection car il est, aux yeux de tous, le seul à pouvoir battre Alpha Condé dans unes les urnes. Diabaty Doré se dit rassuré que le candidat soutenu par l'UNAD gagnera au soir du 18 octobre et demande aux militants d'aller récupérer les cartes d'électeur.

« Nous avons décidé de soutenir la candidature du président Cellou Dalein Diallo parce que nous sommes convaincus que cette fois-ci il va gagner. Nous avons la conviction ferme que cette fois-ci Cellou Dalein va battre Alpha

Condé dans les urnes », a pour sa part affirmé Etienne Soropogui, leader du mouvement « Nos valeurs communes ».

Pour Jacques Gbonimy, président de l'Union pour le progrès de la Guinée (UPG), il n'y a pas de doute sur la victoire du président de l'UFDG à cette élection : « Ceux qui ont le doute dans le cœur n'ont qu'à changer d'ici à demain parce que notre alliance, qui a pour mot principal alternance [va gagner]. Alternance signifie on change l'ancien pour un nouveau. Et ce nouveau que nous avons, c'est Elhadj Mamadou Cellou Dalein Diallo. »

Quant à Cellou Dalein Diallo, il a promis de redresser le pays avec ses collègues en dépolitisant l'Administration publique : « Notre pays a besoin d'un redressement moral. Il a besoin de réconciliation. Il a besoin de développement. Il a besoin d'une démocratie apaisée. Il a besoin d'une Administration dépolitisée, d'une administration au service de tous les citoyens quelles que soient leurs appartenances politiques, quelle que soit l'ethnie ou la région dont ils sont les ressortissants. L'Etat de droit passera par une Administration complètement dépolitisée. »





Côte d'Ivoire : Faible affluence pour la première mobilisation du front de l'opposition

La coalition de l'opposition demande notamment le retrait de la candidature d'Alassane Ouattara pour un troisième mandat. SIA KAMBOU / AFP

Le « Front uni » de l'opposition ivoirienne a organisé trois meetings communs à Abidjan, dans les communes de Yopougon, Anono et Gonzagueville, samedi 26 septembre. RFI s'est rendu sur le terrain d'Anono et a constaté que la foule n'était pas au rendez-vous pour cette première journée de mobilisation de la coalition de l'opposition.

Une fine brume arrose le terrain de la chefferie d'Anono où se tient l'un des meetings de la coalition d'opposition. Toutes les sensibilités de l'opposition, à l'exception du candidat indépendant Kouadio Konan Bertin, ont appelé

il y a quelques jours à la mobilisation pour demander les dissolutions des deux institutions chargées d'organiser et de valider le processus électoral : la Commission électorale indépendante (CEI) et le Conseil constitutionnel, ainsi que le retrait de la candidature d'Alassane Ouattara.

Les participants, des militants et des cadres du Front populaire ivoirien (FPI), du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) ou encore de Générations et peuple solidaires (GPS), se protègent sous des tonnelles blanches.

Devant la scène, un grand vide. L'affluence est faible, mais Diack Gassama, cadre de Générations peuples solidaires, le mouvement de Guillaume Soro, explique qu'il s'agit d'un premier essai avant d'autres appels à la mobili-

sation : « Le symbole qu'il faut retenir aujourd'hui, c'est que nous disons non à l'exclusion des candidats Laurent Gbagbo, Guillaume Soro, et également que nous exigeons la dissolution de cette CEI qui n'est pas crédible. » Pour animer le rassemblement, les artistes se sont succédé toute la matinée en présence notamment du maire PDCI de Cocody, Jean-Marc Yacé ou encore du secrétaire général adjoint du FPI, César Etou.

Certains militant portent d'ailleurs un tee-shirt sur lesquels est inscrit le message « Unis pour sauver la Côte d'Ivoire », accompagné des portraits des deux anciens présidents, côte à côte, Laurent Gbagbo (FPI) et Henri Konan Bédié (PDCI) : « Depuis 1999, la Côte d'Ivoire ne fait que vivre la guerre. Et donc, pour qu'il y ait un changement, aujourd'hui l'opposition se met ensemble. On veut la réconciliation des Ivoiriens. »

Flop ou début d'un long mouvement de contestation ? L'élection présidentielle doit se tenir dans 35 jours.

Source : RFI

Football : Deux matchs amicaux contre le Ghana et l'Iran pour les Aigles



Les Aigles du Mali vont entamer leur phase de préparation des éliminatoires de la CAN 2021. Magassouba et ses hommes se rassembleront en Turquie pour affronter, en amical, le Ghana et l'Iran, les 9 et 13 octobre.

Les Aigles du Mali savent à quoi s'attendre pour la rentrée. Les hommes de Magassouba vont se retrouver en octobre pour un stage alléchant. Au programme, deux matchs amicaux contre le Ghana et l'Iran le 9 et le 13 octobre prochain. Ces rencontres serviront à préparer la double confrontation contre la Namibie pour les 3ème et 4ème journée des éliminatoires de la CAN 2021 prévues pour novembre.

La liste des convoqués pour ces deux matchs sera dévoilée le lundi prochain annonce la FEMAFOOT.

Pour rappel, le Mali occupe la première place du groupe A (4 points) avec la Guinée. La Namibie avec ses 3 points est à 1 point des leaders. Le Tchad occupe le bas du tableau avec zéro point.

Alassane Sangho

Sadio Mané, " Thiago Alcantara, Diogo Jota et Tsimikas : « Nous mèneront à un autre niveau »

Liverpool veut continuer sur sa bonne saison de l'année dernière en espérant conserver son titre de champion d'Angleterre. Pour cela, les dirigeants du club de mersey ont signé trois nouveaux joueurs de classe : Thiago Alcantara, Diogo Jota et Konstantinos Tsimikas.

L'international sénégalais, Sadio Mané, est satisfait de ces nouvelles recrues de Liverpool. Il pense que les trois footballeurs vont contribuer à élever encore le niveau des Reds.

« Je pense que les fans sont ravis de voir Thiago. Bien sûr, mes coéquipiers et moi-même étions particulièrement heureux d'avoir ce genre de qualité dans notre équipe. Cela ne fait que nous rendre meilleurs », a-t-il confié dans un entretien accordé au site du club.

« Je l'ai vu depuis le premier jour à l'entraînement mais aussi lors du match contre Chelsea. Et je suis sûr qu'il nous mènera à un autre niveau, c'est sûr. Et nous avons hâte de voir Kos-



tas et Diogo Jota également, qui est une très bonne signature pour nous. Je suis aussi très content de l'avoir. Ce sont de bons joueurs et ils nous mèneront également à un autre ni-

veau. Ce qui, pour nous, est quelque chose d'incroyable, ainsi que pour les fans », a conclu l'international sénégalais.

Afrique Sports



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous n'aurez pas votre mot à dire et il faudra vous armer de patience. Vous ferez du forcing pour faire aboutir une situation ou pour vous imposer, mais vous ne parviendrez qu'à créer des tensions avec vos partenaires au sein de votre activité.

Vous serez confronté à la réalité et on vous demandera de faire face à vos obligations. Des choses qui traînaient et que vous aviez peut-être oubliées reviendront à la surface. Vous aurez des efforts à fournir pour être à jour dans vos finances.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aurez plus envie de retrouver vos proches que de travailler. Mais si vous devez bosser, tâchez de rester concentré. Vous n'êtes pas à l'abri d'un oubli qui pourrait avoir de sérieuses répercussions. Si besoin, demandez à un collègue de jeter un oeil.

Tout occupé à faire plaisir aux uns et aux autres, vous n'hésitez pas à dépenser, quitte à devoir puiser dans votre bas de laine. Une attitude peu raisonnable qui ne vous ressemble guère. Il y a d'autres façons de faire plaisir, pensez-y !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Il est bon de faire une pause. Jupiter et Neptune vous entraînent dans une dispersion. Vos collègues peuvent vous donner leurs tâches et vous ne trouvez pas que le service dispose d'une bonne organisation. La situation vous épuise intellectuellement.

Il reste difficile de réaliser des économies dans un moment où l'argent part aussitôt qu'il entre. Jupiter en Sagittaire ne favorise pas des économies. Elles sont maigres et des paiements obligatoires sont à venir. Jouez la carte de la prudence aujourd'hui.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous remettrez de l'ordre dans vos idées pour clarifier vos ambitions professionnelles. Il vous deviendra de plus en plus évident qu'une formation s'imposera pour évoluer. Il vous restera à définir quels modules choisir afin d'en tirer le meilleur.

Vous réfléchirez minutieusement pour avoir une vue d'ensemble précise de votre situation financière. Ce ne sera pas la meilleure période pour faire des économies, mais vous aurez des pistes intéressantes pour réduire vos frais en achetant moins cher.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous êtes dans une activité où vous faites vos preuves. Les situations actuelles tournent en votre faveur. La confiance mutuelle entre vous et les collaborations aident à installer une ambiance dynamique. Ne soyez pas pressé pour finir les tâches.

Un peu de sagesse est la bienvenue pour éviter toutes les dépenses qui arrivent et qui font une belle note à l'arrivée. Malgré vos bonnes résolutions, il n'en est rien, vous semblez jeter l'argent par la fenêtre sous des pulsions d'achats dans les loisirs.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ne vous laissez pas déstabiliser par les autres. Certains tenteront de vous faire douter alors que vous avez de géniales idées pour faire avancer un dossier particulièrement sensible. Ne vous laissez pas faire, le Soleil vous permettra d'être écouté et vos idées validées.

Ce dimanche sera marqué par quelques contrariétés côté argent. Heureusement, votre épargne vous permettra de passer au travers des gouttes sans difficulté. Par contre, évitez de cumuler d'autres dépenses non budgétisées si vous ne voulez pas voir vos économies disparaître.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Le climat est difficile et vous devez supporter le stress. Dans votre service, on peut vous demander de travailler à la place d'un collègue. Une désorganisation est à prévoir et cela peut vous décourager. Le désir de changer d'activité peut apparaître.

Une petite contrariété agit sur votre façon de dépenser l'argent. Votre trésorerie n'est pas stable, car dernièrement de fortes dépenses ont pu surgir. Faire les vitrines peut vous intéresser pour acheter des gadgets ou des objets pour la décoration.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous ressentirez fortement la pénibilité de votre travail et ses contraintes horaires. Vous aimeriez mieux vous prélasser tranquillement. Vous assumerez vos responsabilités professionnelles sans broncher, même si vous n'en penserez pas moins.

Approfondissez toutes les questions financières, sans vous laisser influencer, en pesant le pour et le contre, avant d'arrêter toutes décisions. Parce que derrière l'arbre avec de belles pommes dorées, se cachera sans doute quelques buissons épineux.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous êtes confronté à des choix importants qu'il va falloir valider ou pas ! Cette situation inconfortable vous rend nerveux. Vous cherchez à trouver le côté positif de l'évènement, mais vous n'en êtes pas convaincu vous-même !

Saturne et Pluton consolident vos acquis, mais Jupiter vous pousse à la dépense tout en vous proposant des moyens pour gagner plus ! Quelle agitation dans ce domaine ! Jetez un oeil sur votre compte, même si l'été n'est pas vraiment fait pour ça !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La Lune permet de faire germer pas mal de vos projets. Parallèlement à ça, vous marquez des points et tracez votre bonhomme de chemin l'air de rien. Votre vie professionnelle se passe bien, profitez-en pour aborder la question de votre évolution.

Le domaine financier sera favorisé aujourd'hui et d'une manière ou d'une autre, vous devriez recevoir une bonne nouvelle. Ça peut être une belle ristourne sur un achat important, un remboursement inattendu ou une augmentation par exemple.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une activité intense vous fatigue et vous séduit à la fois. Les tâches peuvent demander des réunions animées, des débats. La collaboration avec des collègues se fait dans une bonne ambiance. Le rythme peut être trépidant et exiger de vous d'être réactif.

Votre salaire peut rapidement partir dans différentes factures. Le salaire fond et cette situation vous stresse ou vous fait prendre des risques. Des coups de coeur sur des produits sont en effet imprévisibles et il est difficile de résister à la tentation.



Poisson (19 février - 21 mars)

Le vent pourrait tourner dans votre sens, si vous êtes capable de réagir dans l'instant. Vous y parviendrez en faisant confiance à votre intuition. Plus vous l'écoutez, plus vous réagirez de manière spontanée et plus vous forcerez la main du destin.

Vous pourrez réussir un joli coup autant que perdre de l'argent d'un seul coup. L'équilibre sera préservé, ce qui sera une performance, vu votre situation. Jupiter préconisera à solder rapidement vos arriérés financiers avant une mise en demeure.

TOMBOLA NISONDIA



SPiRiT

Jusqu'au 20 décembre 2020

Souscrivez à Damou à partir de 490 F ou aux forfaits Internet et Grati+ à partir de 500 F pour gagner chaque semaine de superbes cadeaux.